

Leonardo Tamburini



Selon le recensement national de 2012, 41% de la population bolivienne de plus de 15 ans est d'origine autochtone, bien que les projections de 2017 de l'Institut national de statistique (INE) indiquent que ce pourcentage aurait augmenté à 48%.¹ 36 peuples reconnus dans le pays, habitent les Andes principalement celles de Quechua (49,5%) et Aymara (40,6%), qui s'identifient en 16 nationalités. Dans les basses terres, la majorité sont les Chiquitano (3,6%), les Guaraní (2,5%) et les Moxeño (1,4%), qui, avec les 2,4% restants, constituent les 36 peuples autochtones reconnus.

À ce jour, les peuples autochtones ont consolidé 23 millions d'hectares sous propriété collective au titre des Terres d'origine communautaires (TCO), ce qui représente 21% de la surface totale du pays. Avec l'approbation du décret n ° 727/10, le TCO a acquis le nom constitutionnel de Territoire autochtone paysan indigène (*Territorio Indígena Originario Campesino* - TIOC). La Bolivie a ratifié les principales conventions internationales relatives aux droits de l'homme, elle est signataire de la Convention n ° 169 de l'OIT depuis 1991 et la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme des peuples autochtones est pleinement en vigueur depuis l'approbation de la loi. N ° 3760, le 7 novembre 2007. Avec la nouvelle Constitution politique de l'État en 2009, la Bolivie a adopté le nom d'État plurinational.

Evènements en 2019

Crise environnementale et politique

La catastrophe environnementale provoquée par de grands feux de forêt en août et septembre 2019 dans le Nord Est du pays, principalement en Chiquitanie et sa gestion par le gouvernement de Evo Morales sont à l'origine d'une nouvelle crise politique en Bolivie. Les incendies ont accentué la critique constante et croissante des organisations et des associations environnementalistes à l'égard du modèle extractiviste de développement soutenu par le gouvernement du Président Morales, modèle qui implique l'extension galopante de la frontière agricole sur les zones forestières.

Selon les données recensées par diverses sources, 4,5 à 5,1 millions d'hectares d'aires forestières³ auraient brûlé entre août et octobre, c'est-à-dire la moitié des forêts recensées. 35% des aires affectées se situent sur 22 territoires autochtones.⁴

L'importance de l'écologie dans le champ social et politique est essentielle à considérer pour comprendre la nature et l'ampleur de la mobilisation sociale qui apparaît au premier plan au cours de la campagne électorale d'octobre et durant la période post-électorale en novembre. Le mouvement écologiste a été rejoint ou soutenu dans l'élaboration de plateformes revendicatives par un grand nombre d'autres mouvements sociaux : organisations féministes, réseaux de lutte contre les transgéniques, groupes transgenres, animalistes, cyclistes, motards et bien d'autres organisations urbaines déjà sensibles à la problématique de l'environnement, des droits humains et des droits des peuples autochtones. Ces plateformes revendicatives vont au-delà tant sur la forme que sur le fonds des secteurs sociaux traditionnels et de leurs revendications sectorielles. Ces nouveaux acteurs sociaux sont parvenus, de leur propre initiative, à mettre à l'agenda la question environnementale, un thème structurel mis à la marge depuis de nombreuses années.⁶ C'est dans ce contexte particulier que se déroulent les élections nationales en octobre 2019.

Annulation des élections générales et démission du président Morales

La campagne pour les élections du 20 octobre 2019 commence en réalité le 21 février 2016, date à laquelle est organisé un Référendum Constitutionnel portant sur la possibilité ou non pour le Président Evo Morales ou le Vice-Président Alvaro Garcia Línera d'être à nouveau candidats à l'élection présidentielle de 2019. À l'issue de la consultation, 51,30% des votants rejettent l'idée de modifier la Constitution dans cette perspective. Mais Evo Morales ne reconnaît pas sa défaite et parvient à faire déclarer au Tribunal Constitutionnel Plurinational (TCP) que la « nouvelle candidature » à laquelle prétendait Morales était un « droit humain ». En d'autres termes, empêcher toute nouvelle candidature du président en fonction serait considéré comme une violation de ce droit en accord avec ce qui établit par l'article 23 de la Convention Américaine des Droits Humains (Pacte de San José).

L'élément déclencheur de la chute du gouvernement d'Evo Morales est sans doute le Rapport de l'OEA dont l'existence est révélée par Evo Morales lui-même au matin du 9 novembre 2019 et qui suggère l'organisation de nouvelles élections après avoir fait identifié de graves irrégularités avant, pendant et après les élections du 20 octobre.⁶

Ce document intitulé « *Analyse de l'intégrité électorale, élections générales dans l'État Plurinational de Bolivie, conclusions préliminaires* »⁷ a détecté de graves irrégularités au niveau de la technologie électorale employée, de la chaîne des responsabilités, de l'intégrité des procès-verbaux et des projections statistiques. Les observations ont principalement porté sur les systèmes de transmission des données préliminaires (qui se sont interrompues durant plusieurs heures avant de proposer une tendance favorable au chef de l'État sortant, inverse aux premiers résultats publiés) et les systèmes de décompte définitif.⁸

Politiquement parlant, le gouvernement de Morales a perdu conscience d'un certain essoufflement provoquée par la gestion du pouvoir pendant tant d'années (Pour rappel, Evo Morales assumait les fonctions de président depuis 2005 ayant remporté les

élections de 2005, 2009 et 2014). Mais la perte de légitimité, qui s'est traduite ensuite par la perte d'autorité et un vide du pouvoir, est également due à la manière dont a été géré ce pouvoir qui a été clairement et ouvertement autoritaire, bien souvent à la limite des canons démocratiques. Par un blocus prolongé et soutenu, l'enclave conservatrice la plus importante du pays, Santa Cruz de la Sierra, a mis en évidence les défaillances du pouvoir central. L'alliance établie quelques années auparavant entre le gouvernement de Evo Morales et les grands entrepreneurs de cette région, l'assouplissement des normes environnementales pour soutenir l'agrobusiness et les éleveurs locaux à exporter de la viande en Chine, la quantité monumentale de ressources investie par l'État dans des travaux publics à Santa Cruz faisant l'objet d'une propagande gouvernementale jamais égalée ont constitué des actes vains et n'auront pas servi à grand chose. Au contraire, cela n'a fait que renforcer plus encore les positions d'une citoyenneté qui dénonçait tous ces faits via les réseaux sociaux, convertissant toute action gouvernementale en élément justifiant la contestation et la défiance.

Reflux du mouvement social (affilié au *Movimiento al Socialismo*.

Les organisations autochtones telles que la *Confederación de los Pueblos Indígenas del Oriente, Chaco y Amazonía de Bolivia* (CIDOB) et le *Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyo* (CONAMAQ),⁹ autrefois dépositaires d'une grande légitimité sociale et politique à l'échelle nationale ont, cette fois, brillé par leur absence dans les mobilisations populaires et n'ont présenté aucune proposition politique à la crise. Il est probable que l'inaction de ce mouvement à laquelle on n'était plus habitué tant il avait marqué la vie politique depuis des décennies, est la conséquence d'un fort affaiblissement amorcé depuis quelques années dû à des divisions internes, à la cooptation partidaria, la perte d'agenda et d'horizon politique commun à toutes ses composantes ainsi que l'absence totale d'autonomie économique et décisionnelle. De la même manière, les organisations paysannes se sont vues progressivement neutralisées par le gouvernement national ou d'autres secteurs sociaux et subordonnées à des dirigeants qui ont monopolisé le pouvoir interne et géré des projets souvent pour leur propre bénéfice économique ou social, délaissant pour partie les intérêts de ces mêmes organisations. Ce double reflux est principalement dû à l'action directe du gouvernement de Evo Morales qui avait pour objectif d'éliminer tout soupçon de dissension au sein du mouvement social qu'il contrôlait.

Le rôle des forces de sécurité durant le conflit

Depuis l'étranger, la police bolivienne et les forces armées ont pu être considérées comme responsables du « coup d'état », notamment après la mutinerie policière et la fameuse « suggestion » de Williams Kalimán, désormais Commandant en chef des forces armées. Toutefois, il convient de revenir sur ces événements pour les mesurer à leur juste valeur et ne pas tomber dans la simplicité analytique et conclusive.

La composition ethnico-sociale de la police et des forces armées de Bolivie (dont plus de 90% des effectifs sont d'origine autochtone) implique une relation avec la population urbaine variable en fonction de la classe sociale et du lieu de service. La composition et la formation des forces de sécurité dans ce pays fait que leur implication régulière dans les conflits sociaux a un impact sur leur rôle et leurs fonctions au sein de la société qui sont différents de ceux généralement attribués et acceptés dans d'autres pays. Par

ailleurs, il paraît difficile d'imaginer si l'on considère la tradition du conflit et de la mobilisation sociale en Bolivie, que des conditions autres que sociales, généralement imposées par les secteurs sociaux mobilisés dans les rues et maintenant à travers les réseaux sociaux, soient celles qui déterminent les faits politiques importants dans ce pays. En d'autres termes, les conflits sociaux sont toujours à l'origine des conflits politiques en Bolivie.

C'est pourquoi la suggestion du Commandant en chef des forces armées de « faire un pas de côté » dans le cadre de la Loi organique des forces armées¹⁰ est apparue pour beaucoup comme une simple recommandation et non un appel à la rupture de la chaîne de commandement ou un acte de délibération des militaires comme cela a pu être interprété, surtout en dehors du pays. Jusque-là, les forces armées n'avaient pas participé à la crise, du moins officiellement et publiquement, malgré les appels récurrents des opposants au gouvernement d'Evo Morales pour les intégrer à leur mobilisation. À l'inverse, l'appel de la Centrale Ouvrière bolivienne (COB) à une renonciation présidentielle et gouvernementale a, semble-t-il, eu plus de poids alors que son secrétaire général accompagnait quelques heures auparavant le Président Morales lors d'une conférence de presse. Un élément à prendre en compte est le suivant : dans sa lettre de renonciation, Evo Morales évoque un « coup d'état politico civico policier » auquel les militaires n'ont jamais fait référence. Mais les dés semblaient jetés. Pour une grande part de la population, la renonciation apparaissait comme la sortie de crise la plus logique et d'autant plus nécessaire pour éviter que l'état de tensions ne dégénère en guerre civile.

La violence comme mécanisme de pacification

Sous la pression et les actes de harcèlement menés par l'opposition à l'encontre des autorités les plus emblématiques du gouvernement et des présidents des chambres du Congrès, Evo Morales quitte précipitamment le palais présidentiel et les démissions gouvernementales se succèdent en cascade. Quelques heures plus tard, le président Morales et le vice-président García Línara présentent leurs renonciations auprès de l'Assemblée législative. La voie est alors grande ouverte pour l'opposition qui prend les rênes du pouvoir. Le maintien du degré de légalité et de respect vis-à-vis de la Constitution (art. 169 & 170) a été assuré par plusieurs personnalités, notamment les deux anciens présidents Carlos Mesa et Jorge Quiroga qui sont intervenus auprès de la Cour Constitutionnelle et faire en sorte que celle-ci se prononce, le 12 novembre, sur la succession en référence à un précédent datant de l'époque durant laquelle Quiroga assumait les fonctions de président.¹²

Jeanine Añez assume la présidence du pays dans un climat social et politique proche de la guerre civile. La démission de l'ex président Morales n'a pas apaisé l'état de tension, bien au contraire. Plusieurs secteurs radicaux, fervents soutiens du gouvernement d'Evo Morales lancent une série d'actions téméraires comme l'encerclement des grandes villes. Les forces de sécurité mobilisées par le nouveau gouvernement commencent alors à assumer un rôle plus actif. Celles-ci ne se cantonnent pas à ramener le calme dans les zones faisant l'objet de saccage, d'incendie et d'atteinte à l'ordre public mais elles contribuent à instaurer un mécanisme d'intimidation envers les secteurs sociaux qui ont pris part et partie pour le président démissionnaire.

En effet, l'une des premières missions de la police a été de maîtriser l'ordre public, en coordination avec les forces armées mais sans leur commandant en chef W. Kalimán qui assumait un rôle majeur dans le schéma politique de l'ancien président Morales.¹³ Les forces de sécurité ont pris position pour protéger les quartiers aisés de la zone sud de La Paz alors que les protestations provenant des quartiers populaires de El Alto, ville satellite située plus en amont, se radicalisaient pour devenir violentes et progressaient vers la capitale. Dans le centre du pays, la ville de Cochabamba connaissait également des mouvements des forces de sécurité après l'annonce d'une marche initiée par des producteurs de feuille de coca depuis Sacaba, l'une des places principales de négoce de feuilles de coca du pays d'où partent traditionnellement la plupart des marches *cocaleras*.

C'est précisément sur la route entre Sacaba et Cochabamba que le 15 novembre, éclatait l'un des affrontements les plus violents entre les cocaleros et les forces de sécurité, se soldant par 9 morts, 115 blessés et 140 arrestations, qualifié de « massacre » par la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH).¹⁴ ¹⁵ L'une des dirigeantes emblématique du mouvement, Leonilda Zurita, a annoncé qu'il n'y aurait pas de nouvelles élections nationales dans le Chaparé (région où sont établis une grande partie des cocaleros) avant que la police ne demande pardon à genoux auprès des victimes et de leurs proches.¹⁶

Cependant, la situation la plus délicate à résoudre fût celle de la ville de El Alto dont la population majoritairement Aymara avait voté pour Evo Morales aux élections présidentielles mais confiait la gestion municipale à une maire « néolibérale », Soledad Chapetón membre du parti Unidad Nacional.¹⁷ Alors qu'Evo n'était plus au pouvoir, ses partisans se lancèrent dans l'encerclement de la ville de La Paz.¹⁸ Comme cela fût déjà le cas en 2003 lorsque le président Sánchez de Lozada abandonnait le pouvoir, les manifestants bloquaient aussi la plateforme de Senkata, la seule qui fournisse du combustible liquide et du gaz en bouteille indispensables pour cuisiner les aliments de toute la population. Après plusieurs jours de blocus, une pénurie alimentaire apparaissait et la situation à La Paz devenait insoutenable d'un point de vue humanitaire. Le gouvernement dut organiser un pont aérien depuis Santa Cruz pour approvisionner La Paz en aliments et lancer une opération combinée des forces de sécurité.

Les mobilisés au pouvoir ? Oui et non.

Il reste à de demander ce qu'il reste du grand mouvement social pluriel dans le nouveau schéma de gouvernement. Le parti politique Unidad Demócrata de la présidente Jeanine Añez a occupé toutes les charges publiques et a dirigé les Comités Civiques (organisations régionalistes influentes) de Santa Cruz et du Beni. Dans le même temps, les organisations environnementalistes, les plateformes anti-transgéniques, les féministes, les organisations étudiantes de gauche et les défenseurs des droits humains restent mobilisées en interpellant l'actuel gouvernement pour les graves violations des droits humains recensées durant la sortie de conflit, notamment à Sacaba et à Senkata. Tous ces secteurs manquent aujourd'hui d'un leadership politico-électoral clair.

En marge de ces événements et de ces mobilisations, se trouvent les anciennes organisations autochtones ayant fait partie du mouvement social contrôlé par le gouvernement de Morales et vilipendé dans le scénario public actuel qu'il ne contrôle

plus mais qui bénéficie toujours d'un niveau de soutien qui lui permet encore d'apparaître comme une option électorale viable. Depuis l'Argentine, Evo Morales travaille à redorer son image et à organiser ses rangs dans la perspective des nouvelles élections annoncées pour le 5 septembre 2020 (3^{ème} report de dates). La tâche s'annonce délicate car un ensemble de nouveaux dirigeants apparaissent comme candidats potentiels au sein du parti de l'ancien président, le *Movimiento al Socialismo (MAS)*. Ce qui n'est pas pour plaire à ce dernier dont la confiance repose encore en grande partie sur ses anciens collaborateurs. La concurrence au MAS, quant à elle, paraît encore plus dispersée qu'au cours des dernières élections nationales durant lesquelles son incitation commune au « vote utile » qui avait pour partie bénéficié à Carlos Mesa n'avait finalement pas atteint son but, le scrutin ayant été annulé.

Notes et Références

1. INE 2017, sobre consulta para el Navegador Indígena –Bolivia.
2. Sobre todo, oleaginosos y en el último tiempo y al in ujo de la reparación de los incendios, el gobierno anterior planteaba la "reforestación" de plantaciones agroforestales de palma africana, eucalipto, etc. asociadas a la industria de las celulosas.
3. Fundación para la Conservación del Bosque Chiquitano (FCBC) Diagnóstico por teledirección áreas quemadas en la Chiquitania. 2 diciembre 2019: <https://www.fcbc.org.bo/wp-content/uploads/2019/12/DiagnosticoIncendios.pdf>
4. CEJIS-CPTA (2019) *Cicatrices de quemas en Territorios Indígenas*
5. El presupuesto de la Autoridad de Fiscalización y Control Social de Bosques y Tierra (ABT) tiene una capacidad presupuestaria de controlar menos del 7% de las operaciones forestales que autoriza. (ABT, 2013)
6. Ministerio Relaciones Exteriores, Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia. "OEA Y Bolivia rman acuerdo para la realización de una Auditoría Integral a elecciones generales". 30 octubre 2019: <http://www.cancilleria.gob.bo/webmre/noticia/3716>
7. Organización de los Estados Americanos (OEA). Análisis de Integridad Electoral Elecciones Generales en el Estado Plurinacional de Bolivia 20 octubre 2019: <http://www.oas.org/documents/spa/press/Informe-Auditoria-Bolivia-2019.pdf>
8. Que fue interrumpido por varias horas, desatando las protestas a partir del 22-23 de octubre, en tanto cuando éste se reanudó su conteo la tendencia electoral se invirtió, favoreciendo al candidato Evo Morales, por sobre Carlos Mesa, cuando era evidente que por las actas faltantes y el porcentaje acumulado por ambos sugería la realización de una segunda vuelta, dado que Evo no lograba aventajar por más del 10% de los votos a su contrincante.
9. Representadas por la Confederación de los Pueblos Indígenas del Oriente, Chaco y Amazonía de Bolivia (CIDOB) - en las Tierras Bajas, que agrupa los 34 pueblos indígenas de esta zona- y el Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qollasuyo (CONAMAQ), donde se adscriben 16 nacionalidades originarias de la zona andina.
10. "ARTÍCULO 20o. - Las atribuciones y responsabilidades fundamentales del Alto Mando Militar son: b. Analizar las situaciones con ictivas internas y externas, para sugerir ante quien corresponda las soluciones apropiadas." Ley Orgánica de las Fuerzas Armadas de la Nación 'Comandantes de la Independencia' Nro. 1405/92 de 30 de diciembre.
11. Bolivia Tv Oficial en Twitter, 5:43 PM. Nov 11, 2019: https://twitter.com/Canal_Bo- liviaTV/status/1193932163739267092
12. "Explicación jurídica sobre la sucesión constitucional en Bolivia". Eju.tv, 15 noviembre 2019. <https://eju.tv/2019/11/explicacion-juridica-sobre-la-sucesion-constitucional-en-bolivia/>
13. Precisamente una de las primeras acciones de la presidenta fue relevar la cúpula militar, empezando por el Kaliman. Dominguez, Raul "Añez renueva el Alto Mando Militar: Orellana reemplaza a Kaliman". Energy Press, 13 noviembre 2019: <https://www.energypress.com.bo/2019/11/13/anez-renueva-el-alto-mando-militar-orellana-reemplaza-a-kaliman/>
14. "En criterio de la Comisión, estos hechos pueden caracterizarse como masacres dado el número de personas que perdieron la vida en un mismo modo, tiempo y lugar, y a que se cometieron en contra de un grupo específico de personas. Además, los patrones de las lesiones que se han registrado ofrecen serios indicios de prácticas de ejecución extrajudicial." Comunicado de prensa: CIDH presenta sus observaciones preliminares tras su visita a Bolivia, y urge una investigación internacional para las graves violaciones de derechos humanos ocurridas en el marco del proceso electoral desde octubre de 2019. Organización de los Estados Americanos (OEA). "The IACHR presents its preliminary observations following its visit to Bolivia and requests an urgent international investigation take place into the serious human rights violations that have occurred in the country since the October 2019 elections". 10 December 2019: http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2019/321.asp
15. De éstos, según la Defensoría del Pueblo de Cochabamba, 4 mujeres y varios menores de edad. También resultaron detenidos, aunque después liberados periodistas de medios alternativos.
16. Guarachi, Ángel "Dirigente de las Bartolinas dice que permitirán ingreso de la Policía al Chapare si piden 'perdón de rodillas'". La Razón, 12 diciembre 2019: https://www.la-razon.com/nacional/Polemica-bartolinas-policia-chapare-elecciones-perdon-rodillas_0_3273872641.html
17. Partido del empresario del cemento Samuel Doria Medina, socialdemócrata de centro.
18. Es decir, el que protagonizaran los hermanos Túpac y Tomás Katari y Bartolina Sisa en 1781, cuando por seis meses cerraron todo suministro de alimentos a la capital, en tanto la producción agrícola altiplánica baja pasando por El Alto, único ingreso desde esa zona.

Leonardo Tamburini est un avocat argentin de la Università degli Studi di Macerata (Italie), spécialiste en droits des peuples autochtones, directeur exécutif de ORÉ-Organización de apoyo Legal y Social (Bolivia).

Source : IWGIA, *El Mundo Indígena 2020*

Traduction pour le GITPA par **Laurent Lacroix**,
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine
et membre de son Conseil consultatif